



UNION
D'ÉCONOMIE
SOCIALE
POUR LE LOGEMENT



ACCORD DE MISE EN ŒUVRE DU CONCOURS "1% RELANCE" SUR LE TERRITOIRE DE DELEGATION DES AIDES A LA PIERRE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BELFORTAINE

Le présent accord est passé entre :

- La Communauté de l'Agglomération Belfortaine, représentée par Monsieur Jean-Pierre CHEVENEMENT, Président de la Communauté d'Agglomération, agissant en vertu d'une délibération du 7 février 2008.

et

- l'Union d'Économie Sociale pour le Logement (UESL) représentée par Monsieur Bertrand Goujon, Directeur Général.

PREAMBULE

La Communauté de l'Agglomération Belfortaine affiche une forte ambition en matière de politique d'habitat qui s'est traduite notamment par l'adoption d'un nouveau Programme Local de l'Habitat pour la période 2008-2013. Visant conjointement à consolider l'attractivité de l'agglomération, soutenir un développement durable de celle-ci et favoriser la mixité sociale, le Programme Local de l'Habitat s'articule autour de cinq orientations thématiques :

- Orientation 1 : conforter, diversifier et territorialiser l'offre de logements,
- Orientation 2 : développer une politique foncière,
- Orientation 3 : soutenir la qualité du cadre de vie des habitants,
- Orientation 4 : accompagner les communes et les acteurs de l'habitat,
- Orientation 5 : faire vivre le PLH et anticiper les évolutions.

LD

↓

6

1

XP

Dans cette même perspective de positionnement en qualité de pilote des politiques de l'habitat sur son territoire, la Communauté de l'Agglomération Belfortaine avait déjà décidé la signature avec l'Etat d'une convention de délégation de compétence pour gérer les aides publiques à la pierre sur son territoire.

De son côté, par la convention Etat/UESL du 27 octobre 2004, le 1% Logement a décidé de renforcer son soutien à la construction locative sociale, en apportant un concours exceptionnel – dit concours "1% Relance" – sous forme d'une enveloppe spécifique annuelle fixée dans la convention à 210 M€ en subventions pour le financement des opérations PLUS/PLAI réalisées dans le cadre du plan de cohésion sociale. Pour la mise en œuvre de ce concours, le 1% Logement a souhaité s'inscrire dans le mouvement de décentralisation et être un partenaire apportant sa sensibilité particulière, en exprimant les besoins des entreprises et des salariés, à la mise en œuvre des politiques locales de l'habitat.

Ayant fait le constat d'objectifs ainsi partagés, la Communauté de l'Agglomération Belfortaine et l'UESL ont convenu de signer le présent accord qui vise à mettre en œuvre une part de l'enveloppe régionale du concours "1% Relance" de façon concertée.

Article 1 - CADRE GENERAL DE L'ACCORD

Le présent accord s'articule autour de trois axes :

- Une contractualisation sur 2 ans permettant d'établir un partenariat durable entre les signataires et d'assurer une continuité des interventions du 1% Logement sur les zones de compétences de la collectivité.
- Une coopération entre les signataires dans les dispositifs, existants ou à créer, de connaissances du fonctionnement des marchés de l'habitat notamment dans la prise en compte des besoins des entreprises et des salariés en matière de parcours résidentiel de ces derniers.
- Le respect des engagements nationaux pris et de la procédure régionale arrêtée pour la mise en œuvre du concours "1% Relance" qui prévoit trois phases :
 - ✓ Une première phase, à l'initiative du préfet de région, qui vise à échanger toutes les informations utiles nécessaires au lancement des négociations bilatérales entre bailleurs sociaux et CIL/CCI. Cet échange se fait en présence de toutes les parties concernées, y compris les représentants des collectivités délégataires. Lors de cette première phase, les représentants de la région désignés par l'UESL informent les partenaires de la dotation initiale du concours "1% Relance" disponible pour la région Franche-Comté.
 - ✓ Une deuxième phase de négociations bilatérales entre bailleurs sociaux et CIL/CCI, opération par opération, qui doit permettre de dégager une liste d'opérations susceptibles d'être financées par le concours "1% Relance" avec des réservations locatives.
 - ✓ Une troisième phase de pré-bilan, sous l'égide du préfet de région, qui consiste à exposer en parfaite transparence, les résultats des négociations bilatérales, à évoquer les difficultés éventuelles et à traiter l'ensemble des cas litigieux.

Cette dernière phase est l'occasion pour les partenaires de confronter financements disponibles et demandes, et de permettre un réajustement éventuel des enveloppes

la f

h 2 XP

régionales intégrant l'enveloppe résiduelle mobilisée au-delà de la dotation initiale.

Ce réajustement des enveloppes tient compte des programmes physiques régionaux réels et est suivi, pour le supplément d'enveloppe dégagé, d'une nouvelle phase de négociations bilatérales. Cette procédure itérative vise à un renforcement de la coopération afin de mieux répondre aux besoins en logement.

Article 2 - MISE EN ŒUVRE D'UNE SOUS-ENVELOPPE POUR LE SECTEUR DE DELEGATION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BELFORTAINE

Dans le cadre de la procédure décrite à l'article 1 du présent accord, avant la première phase de concertation régionale, une sous-enveloppe de la dotation initiale du concours "1% Relance" affectée à la région Franche-Comté est réservée chaque année à la Communauté d'Agglomération Belfortaine, d'un commun accord entre les signataires, en fonction des programmes physiques prévus par la Communauté de l'Agglomération Belfortaine et du niveau des réservations locatives envisagé.

Cette sous-enveloppe initiale sert de référence et a vocation à être reconduite au vu d'un bilan de l'année précédente sur la production effective et les réservations mises à disposition des CIL/CCI pour les salariés des entreprises.

La deuxième phase de négociations bilatérales se déroule entre les CIL/CCI et les bailleurs sociaux sur les programmes physiques ayant permis la détermination de la sous-enveloppe afin de fixer le montant du concours "1% Relance" apporté à chaque programme et le nombre de réservations locatives associées, dans le respect des règles communes de la région Franche-Comté.

Enfin, avant le lancement de la troisième phase qui doit permettre d'affecter entre les régions la dotation annuelle définitive intégrant le solde disponible au-delà de la dotation initiale, il est procédé entre les signataires à une concertation pour faciliter la prise en compte des besoins de la collectivité restant à financer sur l'année ou pour effectuer d'éventuels redéploiements. Le bilan de cette concertation est établi au plus tard le 15 novembre de chaque année.

Pour 2008, il est convenu que la sous-enveloppe réservée à la Communauté de l'Agglomération Belfortaine s'élève à 10 % de la dotation initiale affectée à la région Franche-Comté.

Article 3 - SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA SOUS-ENVELOPPE

Afin de faciliter la mise en œuvre de la sous-enveloppe de façon coordonnée, un suivi permanent est assuré entre les signataires :

- Pour la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, par Monsieur Jean-Pierre CHEVENEMENT, Président de la Communauté d'Agglomération,
- Pour le 1% Logement, par Monsieur Marc TAVERNIER, Président du CIL 1% Franche-Comté, CIL référent.

En cas de difficultés pouvant avoir des répercussions sur le niveau et les conditions d'intervention du concours "1% Relance", Monsieur Marc TAVERNIER informera conjointement le représentant régional pour le concours "1% Relance" et l'UESL afin de

trouver avec la Communauté de l'Agglomération Belfortaine des solutions aux problèmes soulevés.

Article 4 - DUREE DE L'ACCORD

Le présent accord est conclu pour deux ans jusqu'au 31 décembre 2009, terme de la convention Etat/UESL du 27 octobre 2004 et de la convention de délégation de compétence de la Communauté de l'Agglomération Belfortaine, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties 6 mois avant la date d'expiration de la période en cours.

Fait à Belfort, le 26 Février 2008
En 5 exemplaires



Monsieur Daniel LANQUETIN

Pour le Président de la Communauté de
l'Agglomération Belfortaine
Le Vice-Président Délégué

Monsieur Bertrand GOUJON

Directeur Général de l'Union
d'Economie Sociale pour le Logement

Monsieur Marc TAVERNIER

Président du CIL 1% Franche-Comté
CIL référent

Monsieur Xavier SORDELET

Représentant régional de l'Union
d'Economie Sociale pour le Logement